

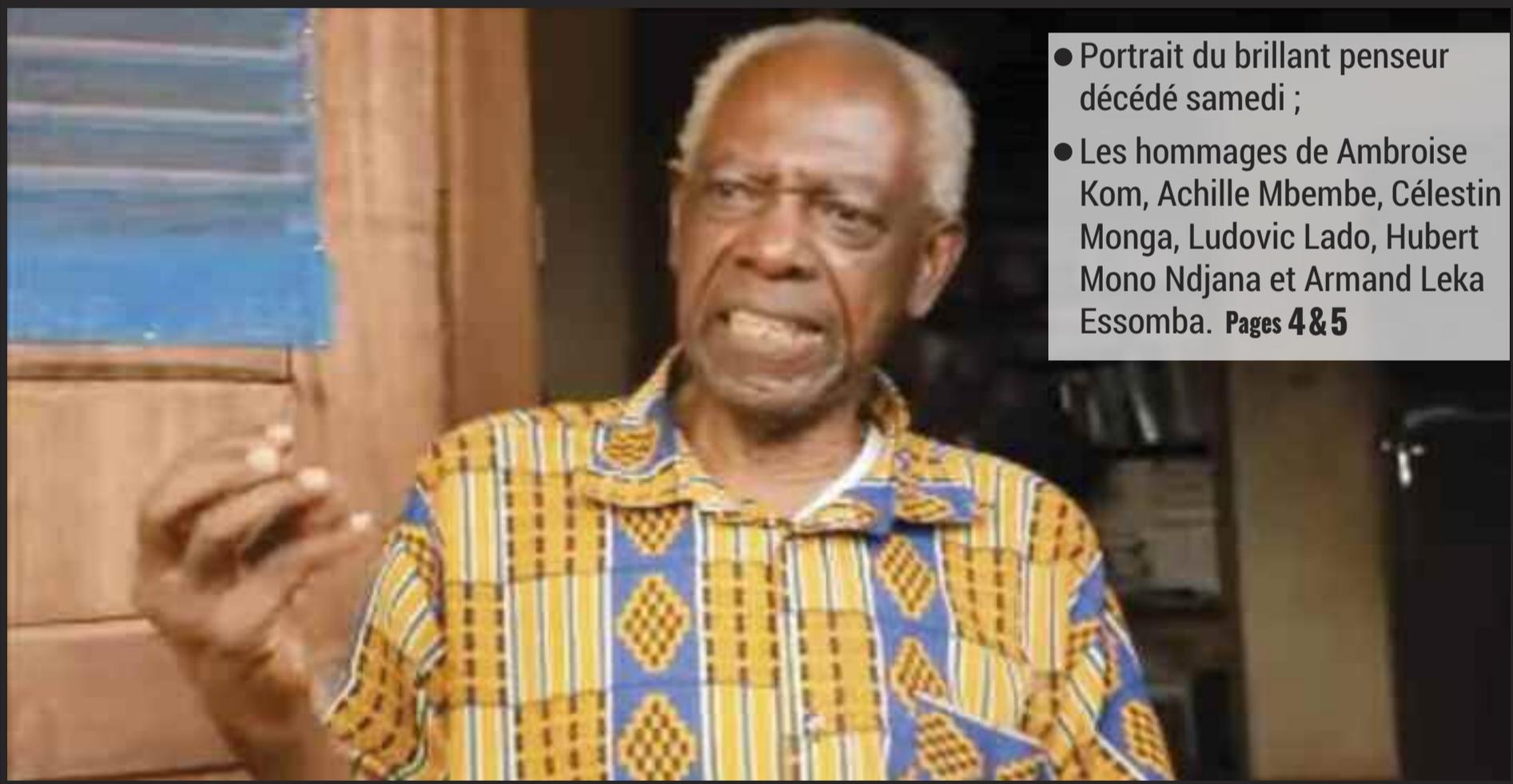
Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

EBOUSSI BOULAGA (1934-2018)

L'immortel



- Portrait du brillant penseur décédé samedi ;
- Les hommages de Ambroise Kom, Achille Mbembe, Célestin Monga, Ludovic Lado, Hubert Mono Ndjana et Armand Leka Essomba. Pages 4&5

Page | Présidentielle 2018

7 | Ça se jouera au contentieux

Page | Conseil des droits de l'Homme de l'Onu

10 | L'élection du Cameroun contestée

70 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 16 octobre



Consultations et traitements gratuits : la santé des Camerounais au cœur de la responsabilité sociale chez Nexttel

VIETTEL CAMEROUN S.A est une entreprise de télécommunications de droit camerounais dont le siège est basé à Yaoundé et la Direction Générale à Douala, avec pour nom commercial Nexttel. Elle est composée de deux actionnaires à savoir : Viettel-Global (Entreprise vietnamienne) et Bestcam, partenaire local. Troisième opérateur de téléphonie et pionnier de la technologie 3G au Cameroun, Nexttel a lancé ses activités commerciales le 12 Septembre 2014.

En quatre ans d'existence, Nexttel s'est implanté dans toutes les régions du Cameroun et a développé un réseau efficace qui permet à la société de disposer de la meilleure couverture du pays, surtout dans les zones rurales.

La société de télécommunications ne mise pas tout son développement sur la performance économique et technologique des produits novateurs proposés.

Depuis 2016, Nexttel applique une démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) profondément intégrée à sa stratégie. Le souci de donner une dimension plus humaniste à son activité économique n'est pas nouveau chez Nexttel. Les actions de mécénat de l'entreprise ne se comptent plus.

Concrètement, cela s'est traduit par des engagements formels et la mise sur pied, en accord avec le gouvernement camerounais, de plusieurs programmes sociaux allant dans le sens de contribuer au développement des communautés auprès desquelles l'entreprise intervient. Le programme social majeur développé par Nexttel concerne la fourniture de soins de santé. En effet, l'entreprise s'est donné pour ambition de fournir gratuitement des soins de santé aux personnes défavorisées dans les régions éloignées souffrant d'un déficit de couverture sanitaire.

Lancé en 2016, ce programme d'accès aux soins de santé a été mis en place à l'échelle nationale, en partenariat avec des organisations caritatives opérant dans le domaine de la santé et une équipe d'infirmières et de médecins assurant les consultations. Nexttel s'est également assuré de rendre cette synergie efficace en y adjoignant le concours des autorités administratives et coutumières locales.

En 2016, avec un budget de lancement avoisinant les 20 millions de FCFA, la mise en œuvre du programme à l'échelle nationale a permis de fournir des consultations ainsi que des traitements à près de 5500 personnes sur l'ensemble des zones ciblées.

L'année suivante, en 2017, doté de plus de 15 millions de FCFA de budget, le programme se poursuit. 4800 personnes reçoivent gratuitement des consultations et des traitements. Les équipes sillonnent le terrain, apportant soins et réconfort à une population qui ne tarit pas d'éloges sur l'opération.

C'est formidable. Nous ne devons plus attendre jusqu'à ce que nous tombions malade pour aller voir un médecin. Nexttel nous a apporté une nouvelle conception de l'examen médical périodique.

Ntalabe Joseph, chef du village de Bifang, arrondissement de Momo, Province du Nord-Ouest.

En 2018, forte de ce succès Nexttel décide de passer à la vitesse supérieure et injecte près de 25 millions de FCFA dans le programme. Cette augmentation des ressources a pour but de décupler la capacité d'intervention et de déploiement des équipes sur le terrain, avec pour corollaire une augmentation significative du nombre de bénéficiaires, qui devrait atteindre les 7000 personnes d'ici la fin de la période d'exécution.

Nexttel ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. L'entreprise est consciente de l'impact de ce programme sur les populations concernées. Un impact qui se mesure à l'amélioration de la qualité de vie des populations et un rehaussement de la couverture sanitaire dans les zones ciblées.

La portée d'une telle opération se mesure également aux témoignages recueillis sur le terrain. Des déclarations émouvantes qui démontrent l'importance de cette action pour les bénéficiaires.

*Nexttel est venu nous voir pour donner des consultations médicales et des médicaments gratuits.
Les médecins enthousiastes nous écoutent attentivement et étudient notre maladie.*

Mme Anba village de Bifang, arrondissement de Momo, Province du Nord-Ouest.

La santé est la première des libertés, et le bonheur en est la base. Nexttel a fait sienne cette maxime et compte bien continuer de l'appliquer au quotidien.

For further information, please contact:

Nguyen Thi Hoa (Ms)

Deputy General Director

Viettel Global Investment JSC

HP: + 84978738567

Email: hoatv@viettel.com.vn

Suspense jusqu'au bout

 Par Georges Alain Boyomo

L'élection présidentielle de 2018 promettait d'être en rupture avec celle de 2011. La qualité des adversaires du candidat sortant, Paul Biya, l'exaspération du peuple camerounais, la crise sociopolitique dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, la montée en puissance des réseaux sociaux, l'imprévisible regard de la communauté internationale et, dans une certaine mesure, l'entrée en scène du Conseil constitutionnel constituaient autant de signes annonciateurs d'une compétition aussi âpre qu'ouverte.

Les augures n'ont pas été trahis. De la précampagne électorale à l'après-scrutin, en passant par la campagne électorale et le jour du vote, le mercure monte et monte encore dans le thermomètre politico-électoral, instillant l'ébullition dans la société camerounaise. Sur les plateformes virtuelles, les plateaux de radios et télévisions, les chaumières, etc., les débats autour de la présidentielle 2018 rappellent ceux autour des glorieuses épopées des Lions indomptables. C'est tout à l'honneur du peuple camerounais et des entrepreneurs politiques qui ont réussi à détricoter la désaffection des Camerounais, notamment des jeunes, pour la chose politique et à les convaincre qu'avec le bulletin de vote, ils sont et demeurent les seuls maîtres de leur destin.

Depuis lundi dernier, les débats achoppent sur la déclaration d'un des candidats à cette élection présidentielle. Maurice Kamto dit avoir marqué le penalty historique. Il entend ainsi défendre fermement ce « mandat clair » que lui a confié le peuple. Après cette sortie vivement critiquée, son parti, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), a saisi le Conseil constitutionnel en vue de l'annulation partielle de la présidentielle du 7 octobre dans des circonscriptions électorales réparties sur sept régions. Cette stratégie du Mrc invite à la prudence dans l'analyse. Nul ne peut en effet affirmer péremptoirement, en l'état actuel de la situation, si le candidat Maurice Kamto suivra jusqu'au bout la voie légale, s'il s'inscrira dans une logique anti-républicaine ou alors s'il fera le grand écart entre la loi électorale et l'aloï de l'insurrection.

Un autre candidat, en l'occurrence Cabral Libii, estime que sa victoire a été « scandaleusement » volée et invite le peuple à « se tenir prêt ». Là également, on ne sait pas grand-chose sur la modalité additionnelle de réprobation des résultats qu'utilisera le candidat du parti Uniers, qui a déposé un recours au Conseil constitutionnel pour l'annulation totale du scrutin du 7 octobre.

En revanche, on note une certaine tiédeur dans les réactions des chancelleries occidentales depuis le déroulement de ce scrutin ; en dépit de certains appels de pied. Les Etats-Unis se contentent, pour l'heure, d'inviter les candidats à rester dans le cadre légal au cas où ils ont des revendications à formuler. Silence radio du côté de la France. Peut-être Paris tient à éviter toute précipitation comme celle qui avait jeté le trouble dans les esprits après deux déclarations contradictoires du Quai d'Orsay en 2011, au lendemain de la présidentielle camerounaise.

Curiosité, en l'absence des observateurs de l'Union européenne et du Commonwealth, l'establishment a cru devoir « fabriquer » des agents de Transparency International pour valider cette élection. C'est dire si le feuilleton de cette présidentielle n'a pas épuisé ses épisodes.

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo,

Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy

Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

NINTCHEU BANDE SES MUSCLES POUR DÉFENDRE KAMTO



Eboussi Boulaga

Ode posthume au père du « Muntu »

Le philosophe camerounais, défenseur d'une Afrique émancipée du mimétisme épistémologique qui le rend esclave de l'occident, s'est éteint le 13 octobre dernier à Yaoundé.



Par Lucien Bodo

Samedi 13. Triste ciel d'octobre au Cameroun. Le pays vient de perdre l'un de ses éminents penseurs. Fabien Eboussi Boulaga, baobab de la philosophie en Afrique, a été abattu par la faucheuse sur son lit d'hôpital à la Clinique du Jourdain de Yaoundé. Il y était hospitalisé depuis quelques semaines, luttant contre l'âge et la maladie. Il avait 84 ans.

La météo digitale camerounaise fait état d'une pluie d'hommages rendus à celui qui a longtemps milité pour l'émancipation de l'Homme africain à travers l'affirmation de soi. Ce fut aussi et surtout un homme engagé. Achille Mbembe en parle comme « celui qui, avec Jean Marc Ela, nous aura fidèlement accompagné dans la longue traversée de la nuit. ». Pour Kah Walla, femme politique, « c'était l'un des meilleurs... Il a combattu le bon combat. Pour nous ».

Dans le même ordre d'idées, le prêtre jésuite Ludovic Lado salue « la mémoire d'un homme intègre, d'un intellectuel au vrai sens du terme, une espèce devenue rare au Cameroun. Il incarnait la rigueur dans la pensée, en cohérence avec son propre vécu. Le Muntu s'en est allé, vive le Muntu ». « Muntu », expression consacrée par Fabien Eboussi Boulaga dans son très célèbre ouvrage « *La crise du Muntu* », paru en 1977. Un livre « immense en 1977, immense en 2018, immense toujours », de l'avis d'un internaute.

Dans cet essai, le philosophe appelle l'Africain, nostalgique d'une authenticité perdue, à s'inventer lui-même et par lui-même. « *Le Muntu est l'homme dans la condition africaine qui doit s'affirmer en surmontant ce qui conteste son humanité et la met en péril. C'est à lui de faire l'évaluation de sa situation, de ce avec quoi et contre quoi il a à compter pour se faire une place, sa place dans un monde commun, dans le dialogue des lieux en quoi il consiste concrètement, explique-t-il de son vivant* ».

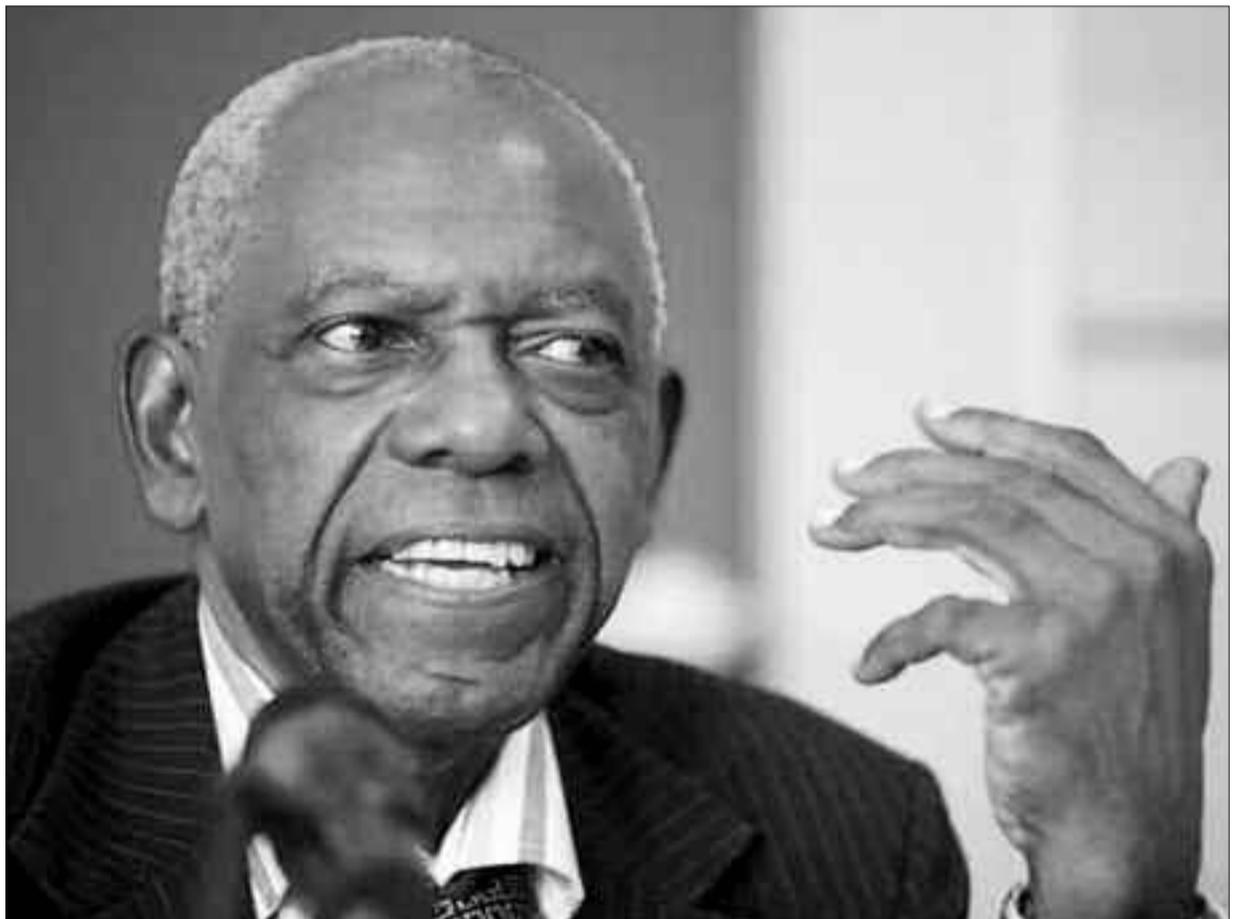
Entre foi et raison

Fabien Eboussi Boulaga est l'un des rares à avoir embrassé une vie sacerdotale, avant finalement, de retourner à la laïcité. Né le 17 janvier 1934 à Bafia, dans la région du Centre, il fait ses études au petit séminaire d'Akono et devient jésuite en 1955. Il est ensuite ordonné prêtre en 1969. Très vite, il se fait remarquer par ses prises de positions théologiques aux antipodes de la norme dogmatique prônée par le catholicisme. Il publie « *La démission* » dans ce sens en 1974. L'ouvrage crée un tollé dans les milieux ecclésiastiques dans la mesure où il appelle au départ organisé des missionnaires.

Suite logique, Eboussi Boulaga se sépare, en 1980, de l'ordre des jésuites et décide de retourner à l'état de laïc. Le théologien, qui a toujours été un libre penseur, explique avoir « perdu la foi ». Cela dit, malgré la fin de son aventure de religieux à temps plein, il consacre encore une grande partie de ses écrits au thème de la religion. C'est ainsi que l'année d'après, en cohérence avec lui-même, il publie « *Christianisme sans fétiche* », un livre dans lequel il interroge sa foi à partir de sa situation d'africain. L'auteur y fait une critique des prétentions dogmatiques et métaphysiques du catholicisme en contexte colonial. Plus tard, en 1992, il commet « *A contretemps, l'enjeu de Dieu en Afrique* », suivi de « *La dialectique de la foi et de la raison* », publiée en 2007.

Opposant au régime

De Fabien Eboussi Boulaga, la postérité garde aussi le souvenir d'un homme qui s'est battu pour l'humain. Dès les an-



nées 1980 en effet, il s'engage dans les associations de défense des droits de l'Homme. La politique devient aussi l'une de ses préoccupations, mais il se met à dos le régime opérant au Cameroun à cause de son discours jugé subversif. Chantre de la naissance d'une nouvelle classe dirigeante, il soutient Ni John Fru Ndi à l'élection présidentielle de 1992. En 2009, Ambroire Kom, universitaire, publie « *Fabien Eboussi Boulaga, la philosophie du Muntu* », un livre dans lequel il ambitionne de mettre un peu de lumière dans des zones d'ombre qui apparaissent dans les travaux de l'homme.

Il démontre notamment que le soutien de Eboussi Boulaga à Fru Ndi « *n'est ni un positionnement opportuniste, ni un signe de naïveté...[Il] entretient une sympathie critique à l'endroit du parti de Fru Ndi et maintient une distance philosophique avec ce mouvement. Il s'est donc bien gardé de s'ériger en intellectuel organique du parti et n'a même jamais songé à en devenir membre. Pour lui, il ne s'agissait pas de faire carrière au sein du parti, mais plutôt de participer intellectuellement au mouvement de reconstruction de l'espace politique au Cameroun* ».

Ces lignes explicatives montrent à quel point Fabien Eboussi Boulaga était passé maître dans l'art de s'engager sans pour autant se compromettre. Pour Célestin Monga, le défunt était « *l'intellectuel le plus intense et le plus significatif de notre époque. Son éthique intransigeante et sa grâce exigeante, loin des chapelles et des grimaces des pseudopouvoirs sont à jamais incrustés dans la mémoire collective africaine et dans les aspirations des générations à venir* ». Hubert Mono Ndjana évoque quant à lui un philosophe « *admirable par la profondeur de sa pensée philosophique* ». Hors du Cameroun, les hommages à lui rendus viennent confirmer ces affirmations. L'universitaire et écrivain sénégalais Felwine Sarr garde ainsi le souvenir d'un homme qui « *vivait en accord avec ses convictions et [qui] a réussi à rester d'une grande probité morale et d'une absolue*

Bibliographie

- « *La crise du Muntu, Authenticité africaine et philosophie* », Présence africaine, Paris, 1977 et 1997.
- « *Christianisme sans fétiche* », Présence africaine, Paris, 1981.
- « *À contretemps, L'enjeu de Dieu en Afrique* », Karthala, Paris 1992.
- « *Les conférences nationales en Afrique, Une affaire à suivre*, Karthala », Paris, 1993.
- « *La démocratie de transit au Cameroun* », L'Harmattan, Paris, 1997.
- « *Lignes de résistance* », Éditions CLE, Yaoundé, 1999.
- « *Le génocide rwandais - Les interrogations des intellectuels africains* », (Sous dir.), Éditions CLE, Yaoundé, 2006.
- « *La dialectique de la foi et de la raison* » (Sous la direction), éditions terroirs, Yaoundé, 319 pages, 2007.
- « *L'Affaire de la philosophie africaine. Au-delà des querelles* », Karthala-éditions terroirs, Paris-Yaoundé, 2011.

intégrité ».

A côté des causes défendues à travers ses ouvrages, l'homme s'est également illustré dans la transmission du savoir. Il enseigne notamment à Abidjan, à l'Université de Yaoundé – devenue Université de Yaoundé 1 plus tard -, à l'institut catholique de Yaoundé, entre autres. Il rédige plusieurs chroniques dans les journaux camerounais tels que « *Le Messager* ». Il était par ailleurs le directeur de « *Terroirs* », une revue indépendante dédiée aux sciences sociales. Avec en filigrane l'idée de lui rendre hommage de son vivant, un groupe de jeunes chercheurs met sur pied « *The Muntu Institute* », un think-tank dédié à la recherche sur les sciences sociales. Il en était le parrain et le président honoraire. Ses disciples veulent perpétuer son œuvre et faire de lui un immortel.

Fabien Eboussi Boulaga

La « vanité » d'être poète en temps de détresse ?



Par Armand Leka Essomba

Le samedi 13 octobre dernier, en milieu d'après-midi, Fabien Eboussi Boulaga, l'un des plus grands penseurs que le monde entier nous enviait s'est éteint à Yaoundé. Dire un mot audible sur cet homme est déjà en soi un exploit. C'est aussi un risque : le risque notamment d'embrasser un large segment d'un temps ambivalent, à la fois caverneux et lumineux, alors même que les controverses théologiques, philosophiques, politiques et éthiques dans lesquelles il a pris position, s'inscrivent à la fois dans une vision et une division du monde...d'abord en âge. Pourtant, l'âge en soi ne saurait être un facteur discriminant, à condition toutefois de savoir « traverser les âges et les générations ». Ce qui me frappa d'emblée et à jamais, chez Eboussi Boulaga, c'est son extraordinaire capacité à circuler librement entre les âges.

L'utopie politique de notre âge

Certains d'entre nous, appartenant en effet à la frange de jeunes camerounais dont l'éveil à la maturité sociale et politique a coïncidé avec la tranche de temps au cours de laquelle les sociétés africaines furent contaminées par les hoquets de la démocratisation. C'était récemment. La démocratisation...c'est-à-dire en un sens, cette expérience sociale enivrante, qui, à bien des égards, n'a pas échappé au soupçon d'être le surnom contemporain de ce qui, au temps historique colonial fut baptisé Civilisation ; ou encore, qui prit la dénomination d'Évangélisation au temps historique de l'exportation de la proposition chrétienne chez nous. Toutes choses qui, comme on l'admettra, auront été à plusieurs égards porteuses de promesses sinon hypocrites, du moins forts ambivalentes.

Pour ceux d'entre nous, venus au monde presque deux décennies après les indépendances, cet épisode de transe (la revendication démocratique des années 1990) qui appartient désormais au patrimoine des luttes sociales locales, fut l'utopie politique postcoloniale qui parlait à notre âge. La question dès lors, bien que manifestement politique embrassait une sphère bien plus large : l'enjeu sociologique et philosophique de cette expérience étant l'élargissement de l'horizon de notre imagination et le déplacement des frontières de nos utopies. C'est pourquoi, d'un strict point de vue camerounais, ceux qui s'efforcèrent d'accompagner et surtout d'interpréter de la manière la plus féconde cette expérience, ont fini par acquérir une forme de présence dans la genèse de ce qui, pour l'instant, peut être considérée comme notre propre identité intellectuelle.

Il eut tout d'abord Jean-Marc Ela, de regrettée mémoire, et qui, à travers ses traces, nous introduira aux études sociologiques. Et parmi certains autres, il eut Eboussi Boulaga. Très tôt pourtant, bien avant notre admission à l'Université, ce nom nous était déjà familier. Hélas, notre arrivée à l'Université en 1995, coïncida à quelques années près, au moment où il en parlait. Toutefois, son « odeur » était partout omniprésente. Il avait la réputation de réfléchir « à contretemps », depuis l'époque où il parlait de « l'enjeu de Dieu en Afrique », réputation demeurée intacte lorsque récemment encore, il est revenu sur « l'affaire de la philosophie africaine ».

Sa crainte de voir la « démocratie transiter au Cameroun » était en partie fondée sur un « préjugé chronocentrique » que nous avons toujours hésité à partager. Aujourd'hui, il nous faut hélas admettre que l'ordre du jour de notre société politique demeure particulièrement préoccupant à cet



égard. En dépit toutefois d'une écriture réputée hermétique, nous nous sommes efforcés de lire tout ce qui de lui, était à l'époque disponible, grâce à la petite bibliothèque du Cercle philo-psycho-socio-anthropologie de l'Université de Yaoundé I où il fut familier comme conférencier régulier. Il sera, à la différence de Jean-Marc Ela et de certains autres, le seul dont je ferai la rencontre. En 2009, au sortir d'une table-ronde sur la corruption tenue dans un grand hôtel de Yaoundé, où nous étions copaneliste, il me fit l'honneur de me confier d'importantes responsabilités dans la coordination d'un projet de recherche important. Nous sommes depuis lors, restés en quelque sorte « proches »... Et au-delà des brefs moments de socialité et d'humanité faits de simplicité, d'humilité, de générosité, il nous restera ces « Lignes de résistance » qu'il n'a cessé de tracer dans la nuit d'une époque de détresse.

Le risque de penser la détresse

Durant les vacances scolaires, nous nous rendions au village. Certains villages voisins littéralement inhabités et quasiment sinistrés, au sein desquels s'ennuyaient au quotidien quelques vieillards, suscitaient nos moqueries ainsi que la risée d'autres villageois. Ces villages étaient réputés être sous l'emprise de sorciers maléfiques. L'idée selon laquelle ces sorciers empoisonnaient la vie sociale et communautaire était largement partagée par tous les natifs et autres villageois du lieu. Certains jeunes téméraires ou sans moyens de migrer en ville qui étaient restés, mourraient parfois brutalement, car « mangés en sorcellerie ». Ces puissants sorciers exerçaient leur pouvoir : un pouvoir essentiellement nuisible, qui finissait par laisser l'impression que ces villages étaient, même en pleine journée, plongés dans une nuit permanente. Cette parabole est d'une grande utilité dans la mesure où la sorcellerie entretient en effet avec la nuit un rapport d'évidente complicité. La puissance supposée et le pouvoir maléfique du sorcier lui viendrait en partie du « temps nocturne » qui est un temps caverneux. Dans un certain sens, le temps nocturne est donc un temps anonyme et surtout un temps anémique, un temps « anté-historique ».

C'est un temps caverneux qui brouille considérablement toutes les frontières : entre le bien et le mal ; la laideur et la beauté ; la vérité et le mensonge ; le juste et l'injuste ; la joie et la colère ; la gaieté et la souffrance. Il s'agit d'un temps visqueux, qui rend indistincte les identités, abolit métaphoriquement les phénomènes d'appartenance et qui somme toute, entretient une complaisance intime avec l'envers du licite et de l'éthique. Tel est le noyau dur culturel et sociologique de « l'esprit de corruption ». C'est en partie

à ce démon, à ses figures sociales et à ses totems qu'Eboussi Boulaga s'est confronté avec une rare constance.

Dans un tel univers profondément versatile et un système social aussi enivré, La « Culture » constitue le plus grand gisement de subversion. L'essentiel de ceux qui y puisent et qui s'y nourrissent, acquièrent la faculté de « lire dans la nuit » des sociétés et savent ainsi mieux que quiconque, les compromissions à partir desquelles, certains palais se construisent et durent : le meurtre du frère, le sang de l'autre. La culture serait donc la vraie menace politique des systèmes, notamment des systèmes relativement brutaux. Ceux qui y tirent la sève de leur vie s'adonnent ainsi à un exercice risqué, condamnés qu'ils sont au vagabondage, à l'exil, à la solitude, brouillés d'avec leurs sociétés et souvent privée de la reconnaissance chez eux. Il en est ainsi d'Eboussi Boulaga. Il puisait l'essentiel de son autorité dans La Culture. Il devenait de ce fait, bien plus redoutable que n'importe quel banal homme politique dont la force se réduirait à sa capacité à exciter les passions des foules.

Le pouvoir du « prêtre »

Devant la tentation du scepticisme généralisé et du cynisme rampant, en ce moment même où le « populisme communautaire » séduit même les esprits réputés parmi les plus lucides, fragmentant une société politique et une société civile déjà réputée impuissante, Eboussi Boulaga constitue un paradigme. Il nous rappelle pour notre part, l'immense « pouvoir de la culture ». La culture ici n'a donc rien à voir avec ce qu'on entend habituellement par la multitude d'expositions folkloriques, sur les danses exotiques, sur les « masques Bamouns », les peaux d'animaux sauvages léguées par des ancêtres, et autres « gris-gris » du même genre face auxquels de nombreux touristes européens manifestent une fascination très souvent feinte. La Culture dont il s'agit ici est en revanche, cet ingrédient spirituel, qui s'entretient par la curiosité d'esprit, l'ouverture aux mystères des choses, l'attention portée aux héritages ancestraux et à ce qu'ils peuvent enseigner, la disponibilité à s'informer et à apprendre du lointain, la présence des idées forgées dans la dialectique argumentative, sur les évidences immédiates des préjugés et des croyances de toutes sortes. Toutes choses qui vous confère une grande capacité pour anticiper les verdicts de l'histoire, pour vous-même et vos prochains et qui vous établit pleinement dans l'éternité de cette aristocratie morale des « religieux » : c'est dire, ceux qui établissent des « liens », qui détruisent des murs qui séparent et établissent des ponts qui unissent partout, des humains, des générations, des communautés, des ethnies...etc.

Une société qui ne dispose pas de cet arsenal de « prêtres », en mesure de « lire dans sa nuit », une telle société court tout simplement un immense risque : le risque d'un nouvel esclavagisme ; quel que soit le surnom que prendra cette nouvelle servitude demain. C'est pourquoi certains d'entre nous ne désespérons point du Cameroun, qui a donné au monde, Fabien Eboussi Boulaga, dont toute la vie témoigne en faveur de l'hypothèse qui veut que, le poète se nourrisse de la détresse, à peu près comme l'utopie se nourrit de la tragédie.

*SOCIOLOGUE, MAÎTRE DE CONFÉRENCES.

LABORATOIRE CAMEROUNAIS D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES

Université de Yaoundé

Polémique autour du décès d'un étudiant

Tenue pour responsable de la mort de Valery Rochinel Nguéfack Zekeng, la direction réfute les faits.



Par Josiane Afom

La mise en bière de l'étudiant Valery Rochinel Nguéfack Zekeng a donné lieu à un véritable spectacle jeudi 11 octobre dernier à la morgue du Centre hospitalier universitaire (Chu) de Yaoundé. Plusieurs étudiants se sont mobilisés pour cet événement triste. Pour dénoncer les circonstances de son décès, certains sont arrivés à la morgue avec des pancartes. « Rien ne vaut la vie de Rochinel », « Nous demandons justice pour Rochinel », « A 21 ans seulement, tu nous quittes, tué par un agent de la milice du recteur. Justice, justice, justice » sont entre autres messages portés par des étudiants en colère. Des messages qui, pour la plupart portaient pour responsable un agent de sécurité du campus de l'Université de Yaoundé I de la mort tragique de leur camarade survenue le 28 septembre dernier au campus de l'Université de Yaoundé I.

D'après des étudiants, Valery Rochinel Nguéfack Zekeng est décédé suite à une bastonnade à lui infligée par les agents de



la police campus. « *Matinée chargée d'émotions à l'occasion de la levée de corps de l'étudiant Rochinel à la morgue du Chu, mort après avoir été tabassé par un agent de la milice du recteur de l'Université de Yaoundé I, Maurice Aurélien Sosso du surnom de Mahomed. Justice est réclamée* », peut-on lire sur la page facebook de l'Association pour la défense des droits des étudiants du Cameroun (Addec).

Des accusations bottées en touche par la direction de cette institution académique qui affirme qu'il s'agit là d'une mise en scène de l'Addec qui veut en faire une manipulation. « *Le vendredi 28 septembre, il s'est retrouvé à l'entrée d'un amphithéâtre de la faculté des sciences. Il y a eu une altercation avec un agent d'entretien et non un agent de sécurité comme l'Addec témoigne. En effet, l'agent lui a demandé de se décoiffer. Refus catégorique, l'agent d'entretien se retire. "L'étudiant" rentre dans l'amphi. Quelques temps après, il perd connaissance. On le conduit au Chu où il rend l'âme* », relate une source sous anonymat à la direction du campus. Notre informateur ajoute que la police et la gendarmerie ont été saisies par le recteur qui a porté plainte à titre préventive contre le suspect qui n'était plus étudiant à l'Université de Yaoundé I. « *il n'était plus étudiant ici depuis l'année académique 2016-2017 au cours de laquelle il était inscrit en 1ère année Biosciences à la faculté des sciences. Par contre, il a été retrouvé sur lui une carte d'étudiant de l'Institut supérieur de technologie appliquée et de gestion (Istag) 2017-2018* », déclare notre source.

Mise au point



Par Benoit Dubois Onana, Chef de Service de l'Information et des Conférences, Université de Yaoundé I

Des individus aux intentions malsaines se revendiquant d'une association civile non estudiantine, diffusent des informations erronées dans les réseaux sociaux et dans certains journaux, ceci dans le seul but de ternir l'image de l'Université de Yaoundé I, et de porter atteinte à la paix sociale en cette période postélectorale.

L'Université de Yaoundé I tient à faire les précisions suivantes : Il y a eu effectivement un incident s'étant suivi de mort d'homme le 28 septembre 2018 à la Faculté des sciences de l'Université de Yaoundé I. Le Recteur de ladite université, saisit cette triste circonstance pour présenter une fois de plus les condoléances les plus attristées de l'ensemble de la communauté universitaire à la famille si lourdement éprouvée. Cependant, il est à relever quelques observations dans l'article intitulé : « *La police du campus bastonne à mort un étudiant* » du journal Le Jour paru le 12 octobre 2018 (page 5).

1. Monsieur Mohammed Njikam est cité comme appartenant à la Police du Campus de l'Université de Yaoundé I, responsable des coups et blessures ayant entraîné le décès du jeune Valery Rochinel Nguéfack Zekeng. Contrairement à ces allégations, l'intéressé a plutôt, à un moment donné, exercé comme personnel temporaire chargé de l'entretien des amphithéâtres de la Faculté des sciences. Statut qu'il a perdu par décision du Recteur N 018-0513/UYI/DAAF/DAAPA/SPA du 20 juin 2018 portant résiliation de son contrat de travail pour faute lourde.

2. Il convient d'indiquer que, selon les témoignages concordants des personnes présentes au moment des faits, monsieur Valery Rochinel Nguéfack Zekeng, s'est

écroulé brutalement au cours d'une altercation dont les circonstances exactes n'ont pas encore été élucidées. Il a été rapidement conduit au Chu où il a rendu l'âme.

3. Contrairement aux allégations contenues dans le journal, le défunt n'était plus étudiant à l'Université de Yaoundé I au moment des faits. Il était inscrit en première année Biosciences de la Faculté des sciences au cours de l'année académique 2016-2017, il y a deux ans. Cependant, contre toute attente, il disposait d'une carte d'étudiant de l'Istag de l'année académique 2017-2018 sous le matricule 17C8C804-RES. Au sens strict, au moment de son décès, ce jeune n'est pas connu des effectifs de l'Université de Yaoundé I.

4. Il n'est pas superfétatoire d'informer le public et la communauté universitaire, qu'une plainte a été formellement déposée par le Chef de l'Institution le jour même où les faits se sont produits au commissariat du Ve arrondissement de Yaoundé, qui l'a transmise à la direction de la police judiciaire du Centre. Une enquête judiciaire est en cours afin de déterminer les circonstances et les responsables de cet accident mortel.

Dans le même objectif de recherche de la vérité, le procureur de la République près la Cour d'appel du Centre a ordonné une expertise médicale aux fins de déterminer les causes précises de la mort.

Compte tenu de ce qui précède, le recteur de l'Université de Yaoundé I tient à rassurer la communauté universitaire et le public que toutes les mesures seront mises en œuvre pour que lumière soit faite ; Et que les responsables seront traduits devant nos juridictions compétentes.

Yaoundé

Une explosion de bouteilles de gaz fait un mort



Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

Un mort et un blessé, c'est le bilan humain de l'accident de circulation survenu en début de soirée du samedi 13 octobre dernier dans la localité d'Etoa, lieu-dit « Ahala-Barrière », dans le troisième arrondissement de Yaoundé.

Au centre de ce drame, un camion plateau transportant des bouteilles de gaz de marque Sctm. Dans un communiqué, le gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Bea, indique que l'engin était « en provenance du lieu de chargement à Binguela et à destination de la région de l'Est ». Aussi, l'accident est dû à « l'éclatement des roues » du gros véhicule. Se précipitant pour filmer la scène, « un curieux » a immédiatement trouvé la mort suite à « l'explosion des dites bouteilles », renseigne l'autorité administrative. Par ailleurs, il est fait mention d'un blessé évacué dans une formation sanitaire de Yaoundé.

Rapidement mobilisés sur les lieux du drame, les sapeurs-pompiers et les forces de l'ordre et de sécurité ont pu « circonscrire ce sinistre et rétablir la circulation ». En attendant les conclusions de l'enquête diligentée à l'effet d'élucider toutes les causes de cet accident, « le corps de la victime, non identifiée », a été acheminé à la morgue de l'Hôpital central de Yaoundé.



Contentieux post-électoral

Audience publique demain au Conseil constitutionnel

Conduite par Clément Atangana, l'instance des « sages » devra se prononcer sur les 18 recours notamment introduits par Maurice Kamto, Joshua Osih et Cabral Libii.

Par Jean-Christophe Ongagna

Le secrétaire général du Conseil constitutionnel porte à la connaissance du public et des parties concernées que l'audience relative au contentieux post-électoral pour l'élection du président de la République du 07 octobre dernier aura lieu le mardi, 16 octobre 2018 à 11h précises dans la salle d'audience dudit Conseil sise au Palais des congrès de Yaoundé. Par ce communiqué rendu public samedi dernier par Joseph Malegho Aseh, nul doute qu'ils seront du rendez-vous. Eux, ce sont les 05 requérants ayant introduit auprès du Conseil constitutionnel, 18 recours à l'issue du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier.

Indubitablement, le plus attendu est Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). En effet, celui qui se fait appeler le « tireur de penalty », appelle à « l'annulation partielle » des opérations électorales dans les bureaux de vote des régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Adamaoua, du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Est et du Sud. S'agissant des régions anglophones, « Il est en l'état impossible de respecter, dans ces deux régions (le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, Ndlr), les règles d'organisation de l'élection présidentielle ». De plus, ces régions étant en situation de crise depuis plus de deux ans, il y règne « une insécurité indescriptible ayant entraîné la désertion et les déplacements massifs des populations constituant



Les membres du Conseil constitutionnel.

l'électorat des bureaux de vote qui y sont créés ». Pour ce qui est des autres régions citées dans son recours, Maurice Kamto dénonce de « nombreuses irrégularités du fait de l'administration et de Elecram (Elections Cameroon, Ndlr) » observées telles la violation de l'article 91, alinéa 1 de la loi électorale relatif à « l'affichage et au matériel de campagne de chaque candidat ». A contrario du porte-étendard du Mrc, Joshua Osih du Social Democratic Front (SDF) et Cabral Libii de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (parti Univers) ; appellent à une « annulation totale » du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier. Dans son recours, le premier énonce une série de « moyens » qui relèvent les violations du code électorale et de

la Constitution entre autres, et « une kyrielle d'irrégularités qui mettent à mal l'unité nationale et compromettent durablement la sincérité du résultat de ladite élection ».

Quant au second, au vu « de nombreuses fraudes et irrégularités » observées tant au niveau local que celui de la diaspora et citées dans sa requête, l'élection présidentielle du 07 octobre dernier « n'a été ni libre, ni crédible, ni démocratique, ni transparente ». Par ailleurs, sur sa page Facebook, Cabral Libii a annoncé le week-end dernier « juste à titre d'information », que le Conseil constitutionnel a « refusé de recevoir [...] [notre] mémoire de défense, alors que nous étions dans les délais ».

Sur ce qu'entend mener comme action le parti Univers, toutes nos tentatives de joindre ses responsables hier 14 octobre, se sont avérées infructueuses. Pour le reste, les « sages » devront également statuer sur les recours du candidat du Cameroon Party for Social Justice (CPSJ), Bertin Kisob, qui à lui seul, a déposé 14 recours, sans omettre celui du candidat indépendant, Rigobert Aminou Gabanmidanha. En rappel, d'après le code électorale en son article 136, « les décisions du Conseil constitutionnel relatives aux opérations électorales, aux résultats des élections et aux candidatures ne sont susceptibles d'aucun (autre) recours ».

Recensement général des votes

Le rapport sera restitué ce jour à Clément Atangana

Retour sur la dernière journée de travail de la Commission qu'a présidée Emile Essombe.

Par Pascal Dibamou

Dans l'histoire des élections au Cameroun, c'est la première fois que la Commission nationale de recensement général des votes (Cnrgv) achève ses travaux dans les délais prévus par la loi. Soit cinq jours. Ce délai a été respecté, en dépit du temps pris pour vérifier les procès-verbaux des bureaux de vote, du fait notamment des incohérences des chiffres sur lesdits documents envoyés par 21 commissions départementales de supervision des votes. Le rapport de la Cnrgv - composée de 21 membres -, sera officiellement remis aujourd'hui dans la mi-journée, au président du Conseil constitutionnel, Clément Atangana. Les membres de la Commission Essombe se sont séparés samedi, 13 octobre dernier, aux environs de 22h. L'ambiance était loin de la sérénité observée lors des cinq jours de travaux.

En effet, le représentant de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Univers), Prosper Nkou Mvondo, a refusé de signer le procès-verbal des travaux et ses 30 copies. « Je n'ai pas signé le procès-verbal, parce que je n'approuve pas ce qui s'y trouve. Je crois qu'au cours des débats, j'ai eu à dire que si j'étais la Commission nationale de recensement général des votes, il y a des procès-verbaux que je ne recevrais pas. Mais, sauf que je ne suis pas cette Commission, je n'en suis qu'un membre, je ne sais pas ce qu'apportera ma signature, si celle-ci est apposée. Je ne vois pas en quoi la validité du procès-verbal est entamée, du fait de l'absence de ma signature », confie-t-il, après que tous les membres ladite Commission ont quitté les lieux. Car, il avait précipitamment quitté la salle pour se réfugier dans son véhicule. Son attitude n'a pas manqué d'intriguer les autres membres. « Ceux qui n'ont pas signé le Pv (procès-verbal, Ndlr), ça les engage. Signer ne veut pas dire re-



Des représentants des partis politiques à la Cnrgv.

connaître ce qui y est présenté, car, cette instance n'est pas compétente en cas de contestation. Par exemple, je ne peux pas être satisfait des chiffres présentés à la Cnrgv, parce que nous avons d'autres chiffres à faire valoir devant le Conseil constitutionnel. La Commission a travaillé sur la base des documents viciés et produits par les commissions locales », confie le représentant du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Alain Fogue. D'après le représentant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), Ibrahim Talba Malla, Prosper Nkou Mvondo n'a pas signé le procès-verbal, parce qu'il était en incohérence, après avoir travaillé au sein de la Commission. « Il a cru qu'il y a un quorum pour la signature. Ce collègue s'est trompé. Aujourd'hui (13 octobre dernier, Ndlr), c'est le temps des décomptes, de vérification et de calcul des voix. Le temps du contentieux est réservé pour plus tard. Ce n'est pas de [notre] ressort. Il faut laisser la justice faire son travail », explique-t-il.

Participation

La journée du 13 octobre dernier a pourtant bien commencé pour les membres de la Cnrgv, qui ont examiné le procès-verbal du département du Wouri, l'unique pour clôturer leur travail. Le reste du temps sera consacré à la rédaction du rapport de la Commission par le secrétariat. Pendant que les représentants des partis politiques échangent entre eux, certains se congratulent. D'autres, par contre, débattent sur la vie politique du Cameroun et les coulisses du palais. Prosper Nkou Mvondo, par exemple, se plaît à raconter des anecdotes des personnalités convoquées pour être reçues par le chef de l'Etat. « Elles sont assises dans l'une des salles d'attente du Palais de l'Unité. Même comme elles se connaissent, ces personnalités ne se parlent pas, de peur de se faire espionner », lance-t-il, avant de rire en prenant le large.

15h45. Le magistrat Emile Essombe va lire le procès-verbal de la Cnrgv, pour l'élection du président de la République du 07 octobre dernier, du moins, la partie rédactionnelle, avant de prendre la pause. A l'écoute de la lecture, tous les représentants des candidats des partis de l'opposition auront subitement la mine abattue, comme s'ils venaient de connaître le score de leur candidat. Lors de ce moment, l'on apprendra également que les corrections et redressements opérées sur les cas des erreurs constatées ont modifié les suffrages valablement exprimés, en faveur des candidats dans les procès-verbaux des commissions départementales de supervision des votes. Il s'agit des départements de la Haute Sanaga, de la Mefou et Afamba, du Nyong et Mfoumou, du Mounjo, de la Mezam et de la Mvila. Ces erreurs ont porté sur le total du nombre des votants, des bulletins nuls et des suffrages valablement exprimés, entre autres. Selon les premiers éléments mis à disposition par Elections Cameroon, le taux de participation au scrutin du 07 octobre dernier est de 53,50%.



Recensement général des votes

Frankline Afanwi Ndifor recommande la transparence et l'honnêteté

Le candidat du Mcnc invite par ailleurs ses concitoyens au calme jusqu'à la proclamation des résultats.

 Par Marthe Ndiang

Frankline Afanwi Ndifor se veut le messager de la paix durant tout le processus électoral au Cameroun. A quelques jours de la proclamation des résultats, le candidat à la présidentielle sous la bannière du Mouvement citoyen national camerounais (Mcnc) demande à la Commission nationale de recensement général des votes de « faire preuve d'honnêteté et de transparence dans les résultats. Car, quand il n'y a pas ça, la paix est menacée », soutient l'homme d'église. D'ailleurs, « en ce qui me concerne particulièrement, si tout est fait dans la transparence, je vais respecter les résultats en temps qu'un ambassadeur de la paix dans ce Cameroun », poursuit-il. Non sans préciser qu'il s'adresse au peuple camerounais sous l'inspiration divine. En attendant d'être à cette autre étape du processus électoral, Frankline Afanwi Ndifor a appelé ses concitoyens au calme, au cours d'un point de presse tenu vendredi dernier au Quartier général du Mcnc au quartier Bonabéri, dans l'arrondissement de Douala 4ème.



Frankline Afanwi Ndifor. La paix n'a pas de prix.

La rencontre qui aura duré moins de dix minutes était également l'occasion pour le leader du Mcnc d'attirer l'attention des Camerounais vivant au pays et en dehors sur les tensions auxquelles notre pays est exposé. D'après lui, les troubles frappent déjà à notre porte. Alors, « par rapport à l'élection (qui s'est déroulée le 07 octobre dernier), je demande à tous les Camerounais de rester calme jusqu'à la proclamation des résultats », souhaite-t-il. Avant d'ajouter, « il est plus facile de commencer les problèmes, mais difficile d'y mettre fin. Les troubles conduisent à la destruction dans le pays et à la perte des vies humaines. Or, la paix conduit au développement du pays ». Parlant de gouvernance dans une nation, Frankline Afanwi Ndifor affirme qu'elle ne peut être assurée que par un homme qui craint l'éternel. Car, « une gouvernance sans la crainte de Dieu fait toujours face aux tueries, au vol, à la haine, à la destruction et la corruption », insiste le candidat du Mcnc.

Présidentielle 2018

Le G20 « charge » Maurice Kamto

Le groupe des 20 partis politiques condamne le candidat du Mrc, vainqueur autoproclamé du dernier scrutin présidentiel.

 Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

Depuis qu'il s'est auto-proclamé élu à l'issue de la récente élection présidentielle, Maurice Kamto n'en finit plus de s'attirer les foudres de ses adversaires. Le 12 octobre dernier à Yaoundé, c'était au tour du collectif des vingt partis politiques en soutien à Paul Biya (G20) de lyncher collectivement le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Cette sortie participe « des manœuvres dilatoires et dangereuses tendant à la déstabilisation de [notre] pays », a fustigé le groupe à l'unanimité. Le collectif s'est par ailleurs montré scandalisé par cette violation de « la loi dans sa lettre et dans son esprit », surtout



Jean de Dieu Momo, l'un des leaders du « G20 ».

« venant d'un avocat de sa réputation ». Porté par la voix de Jean de Dieu Momo, le président du Parti des démocrates pour le développement du Cameroun (Paddec), le collectif considère que le « tireur de pénalty » joue dans le camp des impérialistes. Autrement dit, « le candidat Maurice Kamto dont les intentions, dictées par les forces de l'argent tapies dans l'ombre, concourent de sources sûres à l'affaiblissement de [notre] pays, en vue de sa recolonisation et son exploitation au profit d'intérêts extérieurs et mortifères », martèle le G20. Allusion faite à l'interview accordée au « journal français Libération en date du 09 octobre 2018 », il est clair pour le groupe que le président du Mrc a l'« inten-

tion de vendre [notre] pays à certaines puissances étrangères ». Parmi ces dernières, figurent « l'Union Européenne (UE) et la France », ainsi que l'a précisé Jean de Dieu Momo. Toutefois, le président du Paddec estime que Maurice Kamto se trompe, car « l'UE et la France sont des amis du Cameroun ». En présence de tous les membres du collectif, la déclaration a été faite dans les deux langues officielles. D'abord en français par le président du Paddec. Puis en anglais par les soins du « chairman » du Cameroon's People Party (CPP), Tita Samuel Fon. Au final, le G20 a appelé les camerounais à ne céder « aucun centimètre au mal » et à attendre les résultats du Conseil constitutionnel.

Erik Essousse

Interrogé par Radio France internationale (Rfi), sur le contentieux post électoral qui a pris le relais suite à l'élection du 07 octobre dernier, le directeur général des élections, qui estime par ailleurs que le scrutin s'est déroulé « selon les règles de l'art », pense que les recours introduits par certains candidats en lice n'ont aucune chance d'aboutir. « [...] quand vous demandez l'annulation il faut encore que vous ayez des preuves de ce que vous demandez. Le taux d'abstention n'est pas une disposition légale. La loi ne dit pas que quand le taux est faible le tort revient à tel ou tel. Ni au camp qui organise, ni au pouvoir public, ni même aux partis politiques eux-mêmes », explique Erik Essousse.

Mrc

Le 07 octobre dernier, jour de l'élection présidentielle, le trésorier adjoint du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Okala Ebode, a été arrêté dans un bureau de vote qui était logé dans les locaux du Collège Vogt, pour avoir perturbé le scrutin et détruit le matériel électoral. Pour le libérer, une pétition a été initiée le 11 octobre dernier. Lancée sur le net et visant 100 signatures, le document qui « dénonce une volonté du gouvernement de museler et d'empêcher un militant de dénoncer la fraude mise en place par des membres du parti au pouvoir et des agents de Elecram (Elections Cameroon, Ndlr) déterminés à maintenir le statu quo par tous les moyens », est adressée au ministre de l'Administration territoriale.



Présidentielle 2018

Les Etats-Unis battent l'air

Le département d'Etat américain appelle Elecram et le Conseil constitutionnel à publier les résultats du vote bureau par bureau.

 Par Jean De Dieu Bidias

L'élection présidentielle du 07 octobre dernier au Cameroun, dont les résultats non encore validés par le Conseil constitutionnel donnent Paul Biya largement vainqueur avec plus de 70%, est vivement contestée par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), le parti Univers et le Social Democratic Front (SDF). Le premier, qui a investi le candidat Maurice Kamto, a introduit auprès du Conseil constitutionnel un recours en annulation du scrutin dans un certain nombre de circonscriptions électorales réparties sur sept régions. Quant aux deux derniers, dont les porte-étendards sont Cabral Libii et Joshua Osih respectivement, ils ont appelé à l'annulation pure et simple de l'ensemble de l'élection, du fait notamment des irrégularités qui ont entaché son déroulement. Dans un communiqué officiel signé jeudi 11 octobre dernier, soit trois jours après l'entrée en scène de la Commission nationale de recensement général des votes (Cnrgv),



Heather Nauert. La porte-parole du Département d'Etat.

la porte-parole du Département d'Etat américain (le ministre des Affaires étrangères), Heather Nauert, a appelé Elections Cameroon et le Conseil constitutionnel à rendre publics les résultats des votes bureau par bureau. Ceci, estime-t-elle, témoignerait de la transparence du scrutin et

demain mardi sur les requêtes en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduites par le Mrc, le parti Univers et le SDF. Les Etats-Unis ont toujours pris position en faveur d'un processus électoral libre, juste et crédible au Cameroun.

rendrait plus fiables les résultats. De la pure diplomatie, puisqu'au fond, les Etats-Unis ne croient pas en la sincérité de l'élection d'il y a huit jours.

Heather Nauert réaffirme par ailleurs la neutralité de son pays en ce qui concerne le droit des Camerounais de choisir leur chef et appellent au calme et à la conclusion prudente et non partisane des phases restantes du processus. Cette réaction des Etats-Unis, c'est uniquement pour la forme. Le Département d'Etat est loin d'ignorer qu'au stade actuel du processus, Elecram et la Cnrgv ont rendu leur copie, et que l'on ne saurait s'attendre à un miracle du côté du Conseil constitutionnel qui va statuer dès

Contestation

Cabral appelle le peuple à se tenir prêt

 Par Jean De Dieu Bidias

Sur son compte Facebook, le candidat du parti Univers à la présidentielle du 07 octobre dernier, Cabral Libii, écrit samedi dernier : « C'est désormais clair. Sur la base des Pv [procès-verbaux, Ndlr], des informations reçues du terrain et des statistiques provenant de la Commission nationale de recensement des votes, la victoire du peuple camerounais à l'élection présidentielle est en train d'être scandaleusement volée ». Par conséquent, a-t-il poursuivi, « que la jeunesse camerounaise se tienne prête ! Que le peuple camerounais se tienne debout ! Au-delà des chiffres, ils veulent anéantir l'espoir... Quelle criminalité ! Ils sont eux-mêmes en train de légitimer la révolte populaire... C'est la forfaiture de trop ! » En attendant l'audience du contentieux qui s'ouvre demain devant le Conseil constitutionnel, l'option de la contestation des résultats dans la rue semble ainsi actée chez Cabral



Cabral Libii.

Libii qui, comme Maurice Kamto, s'était déclaré vainqueur du scrutin de dimanche surpassé. Devant le Conseil constitutionnel, les avocats de ce candidat soutiendront que « l'élection s'est caractérisée par de nombreuses fraudes et irrégularités », et qu'elle « n'a été ni libre, ni crédible, ni démocratique, ni transparente ».

Mrc

Un collectif d'avocat pour mener le contentieux

 Par Jean De Dieu Bidias

Selon le porte-parole de Maurice Kamto, Olivier Bibou Nissack, un collectif constitué d'éminents avocats sera en charge d'assurer la défense de la position de ce candidat durant le contentieux qui se mènera devant le Conseil constitutionnel suite aux dernières élections présidentielles. Ce collectif donnera une conférence de presse en prélude à l'ouverture des plaidoiries devant ledit conseil, probablement ce jour. « Cette sortie permettra de faire savoir quelle logique anime le recours introduit auprès du Conseil constitutionnel en vue de la revendication de la victoire et le recours en annulation partielle des élections du 07 octobre dernier. Les conséquences juridiques de cette démarche y seront également abordées », annonce Bibou Nissack. Qui rappelle ce recours ne porte pas sur l'annulation des élections dans sept Régions, mais plutôt sur un certain nombre de circonscriptions électorales réparties sur sept régions. Lesdites régions, outre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest,



Maurice Kamto.

sont l'Adamaoua, l'Extrême-Nord, le Sud et l'Est. Dans son recours, Maurice Kamto estime, pour ce qui est de la partie anglophone, qu'elle est « en situation de crise depuis plus de deux ans. Il y règne une insécurité indescriptible ayant entraîné la désertion et les déplacements massifs des populations constituant l'électorat des bureaux de vote qui y sont créés ».

Conseil des droits de l'homme

L'élection du Cameroun révolte des Ong occidentales

Le pays ne serait pas qualifié pour siéger au sein de cette instance onusienne en raison de ses faibles résultats en la matière.



Par Jean De Dieu Bidias et le Figaro

Le Cameroun, Bahreïn et les Philippines ont été élus vendredi dernier au Conseil des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies lors d'un scrutin sans compétition jugé « ridicule » par certaines organisations de défense des droits humains, rapporte le site internet du Figaro. Un tiers des sièges de cette instance de 47 membres basée à Genève étaient à pourvoir pour un mandat de trois ans (2019-2021). Une majorité de 97 voix sur les 193 pays composant les Nations unies était nécessaire pour être élu. Tous les pays de l'Onu sont habilités à postuler au Conseil des droits de l'homme, a rappelé en début de séance la présidente de l'Assemblée générale, Maria Fernanda Espinosa Garcés. 18 candidats étaient en lice pour 18 postes à pourvoir. Tous ont été élus avec un nombre de



Une vue du siège des Nations unies, à New York.

voix bien supérieur à la majorité requise. Pour la première fois depuis la création en 2006 de ce conseil afin de pro-

mouvoir et protéger les droits humains à travers le monde, chaque région concernée par les votes s'était au préalable accordée sur les candidats, supprimant toute compétition entre Etats.

Le Cameroun a recueilli 176 voix contre 165 voix pour Bahreïn et 165 pour les Philippines. Parmi les autres candidats, l'Erythrée a obtenu 160 voix, la Somalie 170 voix et le Bangladesh 178 voix. L'élection des 18 candidats a été saluée par des applaudissements nourris en fin de séance. Dans un communiqué, plusieurs Ong d'Europe, des Etats-Unis et du Canada (UN Watch, Raoul Wallenberg Center for Human Rights, Human Rights Foundation...), ont estimé que ces six pays ne sont « pas qualifiés » pour siéger au Conseil des droits de l'homme en raison de leurs faibles résultats dans ce domaine.

Louise Mushikiwabola

Une anglophone aux commandes de la Francophonie

Nommée par consensus au poste de secrétaire générale de l'Oif, la Rwandaise polyglotte pense que l'organisation devrait peser plus sur le cours des choses.



Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

A 57 ans, Louise Mushikiwabola est depuis le 11 octobre dernier, devenue la quatrième secrétaire générale (Sg) de l'histoire de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif). Alors que son pays le Rwanda a institué l'anglais comme langue obligatoire à l'école au détriment du français, elle remplace à ce poste la canadienne d'origine haïtienne Michaëlle Jean, très critiquée. À l'issue de sa nomination par consensus lors du XVIIe sommet de l'Oif à Erevan en Arménie, celle qui est réputée pour son franc-parler a subtilement lancé une boutade à l'endroit son prédécesseur. « On peut faire beaucoup mieux. La Francophonie est là pour peser sur le cours des choses, que ce soit au sein de l'Onu ou dans nos organisations régionales », a-t-elle déclaré. Présentée comme « le bras droit » du Président Paul Kagame, sans jamais intégrer le Front patriotique rwandais (Fpr), au pouvoir depuis 1994, Louise Mushikiwabo était depuis décembre 2009 ministre des Affaires étrangères du Rwanda. D'ailleurs, « depuis qu'elle est devenue ministre des affaires étrangères, le Rwanda a réussi beaucoup de choses sur la scène internationale, a un meilleur statut international », a réagi Frank Habineza, le leader du Parti démocratique vert (l'un des rares partis d'opposition autorisés au Rwanda). Bien avant, elle a entre autres travaillé en Tunisie comme directrice de la communication de la Banque africaine de développement (Bad), puis comme ministre de l'Information (2008). En 2006, cette diplômée de l'université du Delaware aux Etats-Unis (Usa) publie « Rwanda means the universe: A native's memoir of blood and bloodiness ». Un ouvrage dans lequel elle fait à sa manière le deuil des membres de sa famille, décimés lors génocide de 1994. Parmi eux, son frère aîné, Lando Ndasingwa, le seul ministre tutsi dans le dernier gouvernement du président Juvénal Habyarimana. Louise Mus-



hikiwabo est également perçue comme une « miraculée », « une survivante ». En effet, après ses études à l'université de Butare (au Rwanda), elle s'envole en 1986 pour les Usa pour y suivre des études en interprétariat. Elle y vivra 22 ans durant et se mariera à un américain. Pendant ce temps, le massacre intertribal faisait près de 800 000 victimes au Rwanda, selon l'Onu. Polyglotte, la nouvelle Sg de l'Oif a indiqué qu'elle « compte donner de l'importance au français dans un monde de plus en plus multilingue. Le français a toute sa place à côté d'autres langues », confiait-elle à l'Afp quelques semaines avant sa désignation à la tête de l'institution qui compte 84 États et gouvernements.

Conférence générale anglophone La question sécuritaire en suspens



Par Renaud Inang

La conférence générale anglophone est prévue les 21 et 22 novembre prochain à Buea dans la région du Sud-Ouest, en proie, comme celle du Nord-Ouest, à une crise sociopolitique depuis bientôt deux ans. A quelques semaines de la tenue de l'évènement, la question sécuritaire ne cesse d'alimenter les conversations. Le sujet était également au menu d'une conférence de presse, en prélude à cet évènement, organisée le 11 octobre dernier à Douala. Au cours de l'échange avec les médias, le cardinal Christian Tumi, qui présidait la rencontre en compagnie d'autres membres de cette conférence, a été peu loquace sur la question. L'archevêque émérite de Douala n'a pas donné de précisions sur les mesures adoptées pour garantir la sécurité des participants à ce conclave. « Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer dessus, parce que nous ne maîtrisons pas les rouages de la sécurité. Mais, ce qui est sûr c'est la détermination de ces prélats d'aller de l'avant par rapport à cette conférence », explique le porte-parole du collège des coordonnateurs de cette conférence, Dr Simon Munzu.

Les membres du collège espèrent néanmoins tenir ces assises dans un climat sécuritaire normal. « Nous sommes convaincus que la conférence en elle-même pourra aussi contribuer à ramener la paix et concourir au retour d'une vie normale dans ces deux régions », ajoute Dr Simon Munzu. La conférence de presse a permis aux organisateurs de faire un état des préparatifs de l'évènement. A ce jour, tout semble se dérouler comme prévu. Les membres de ce collège y voient déjà un succès. Le budget de l'organisation de la conférence générale anglophone s'élève à 32.346.800 Fcfa. A en croire les membres du comité d'organisation, l'enveloppe n'a pas encore été entièrement bouclée. Toutefois, un appel à la mobilisation est lancé. « On appelle tous les Camerounais à la mobilisation de ces fonds. Ce n'est pas beaucoup. Comme l'a dit le cardinal, il y a une personne qui a donné un million Fcfa. Si 33 personnes faisaient pareil, on aurait déjà bouclé la collecte », argumente Dr Simon Munzu. Au-delà des fonds, les membres de cette conférence comptent sur une mobilisation des populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Paiement mobile en zone Cemac

4 700 milliards de Fcfa de transactions effectuées en 2017

Ces chiffres ont été révélés par le Gimac le 10 octobre dernier à Douala.

Par Perrine Masso (Stagiaire) avec Digitalbusinessafrica.cm

Les transactions de paiement mobile de la zone Cemac ont atteint la barre de 4 700 milliards de Fcfa de chiffre d'affaires au cours de l'année 2017. Le 10 octobre dernier à l'occasion de réunion sur la mise en œuvre de l'interopérabilité monétique intégrale en zone Cemac, le groupement interbancaire monétique d'Afrique Centrale (Gimac) a dressé une sorte de bilan relevant de ces opérations. Les échanges ont également permis de relever que l'ensemble des transactions mobiles ayant transité via les cinq grands réseaux monétiques opérant dans cette zone et les services de paiement mobile de 12 opérateurs mobiles de cette zone a atteint 5 200 milliards Fcfa de chiffre d'affaires la même année. Toujours en 2017, 360 millions de transactions mobiles dont 303 millions de Mo-

bile Money ont été enregistrés en zone Cemac.

En présentant ces chiffres Jean Clary Otoumou, directeur administratif et financier du Gimac, a relevé l'absence d'une vision et d'un contrôle effectif direct de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) et de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac) sur la monétique non bancaire devenue d'importance systémique. Car, affirme-t-il, les réseaux monétiques non bancaires, notamment la monnaie électronique (Mobile Money) sont très rapides, mais cloisonnés. Comme autre constat important, il a relevé que les réseaux monétiques de cartes interconnectés, mais avec des faibles transactions et une interopérabilité internationale prépondérante sont malheureusement coûteux. Alors que le gouverneur de la Beac, Abbas Mahamat Tolli, a donc signé le 10



août 2018 l'instruction n° 001/GR/2018 relative à la définition de l'étendue de l'interopérabilité et l'interbancaire des systèmes de paiement monétique dans la Cemac. Depuis le 1er octobre dernier, selon cette instruction, tous les réseaux monétiques et tous les réseaux de transfert d'argent opérant dans la Cemac sont tenus de déclarer les statistiques de leurs opérations à la Beac et au Gimac. La rencontre de Douala organisée par le Gimac (du 10 au 12 octobre) est donc l'occasion pour les acteurs du secteur de la monétique (banques, établissements de microfinance, opérateurs mobiles, partenaires) de s'informer et d'évaluer les moyens de mise en œuvre de l'ensemble des réformes prescrites par le gouverneur de la Beac dans son instruction.

CamScanner

Le scan à portée de main

L'application gratuite permet de numériser des documents à partir du capteur de photo du Smartphone.

Par Marguerite Papan

Marie-Claire découvre CamScanner Phone PDF Creator (communément appelée CamScanner) par le biais de son petit frère résidant au Maroc. Le jeune étudiant a besoin de toute urgence qu'on lui scanne un document pour l'inscription dans son université. Mais il se fait tard. Il est 21h et il n'est plus possible pour la jeune dame de trouver un secrétariat bureautique ouvert pouvant lui faire ce service, ce qu'elle fait d'ailleurs savoir à son cadet. « Mais non, tu n'as pas besoin de te déplacer. Télécharge juste l'application CamScanner. Quand c'est fait tu filmes juste le document. C'est plus rapide », explique-t-il. CamScanner Phone PDF Creator est une application gratuite pour appareil Android qui vous permet de transformer votre Smartphone en scanner grâce au capteur de votre téléphone.

En effet, l'application disponible sur Playstore a facilité le scan et la numérisation des documents. D'ailleurs elle est considérée sur Playstore comme l'application n°1 au monde de numérisation de documents et de partage avec plus de 100 millions d'installations dans plus de 200 pays. « Depuis que je connais CamScanner. Mes démarches administratives se font en un temps éclair. Trois mots Simplicité, rapidité et efficacité. Un scanner dans la main. Une révolution. J'adhère totalement et le conseille à tout le monde », fait savoir un utilisateur conquis.

Comme lui, plusieurs technophiles sont conquis et les commentaires sont laudateurs. « Depuis la découverte de cette application (plus de 4 ans), je n'ai jamais cessé de l'utiliser. À chaque fois que je change de portables, c'est bien la première application que je réinstalle », indique l'un d'eux. D'aucuns apprécient davantage la possibilité de manipuler facilement les documents. « Super utile pour l'administration et tous les documents à conserver... mais peut mieux faire en mode gratuit! Évolution attendue avec hâte. Merci du travail », affirme cette jeune femme. « C'est super pratique pour envoyer des documents de bonne qualité à dis-



CamScanner : comment ça marche.

tance. Cette application m'a sauvé plus d'une fois la mise », reconnaît une victime heureuse de l'application.

CamScanner a la réputation de s'utiliser facilement. Après avoir téléchargé et installé l'application pour système Android, vous capturez vos documents avec votre appareil photo et l'application s'occupe du reste. Elle est en mesure de rogner automatiquement l'image et améliorer sa qualité. Ensuite on exporte les captures de documents en format PDF que l'on peut partager par e-mail, WhatsApp, les stocker en ligne dans le Cloud.

Coordination Exécutive

BP : 724 Yaoundé
 Siège : Marché du Mfoundi
 Immeuble Mbog, 1er étage, au-dessus de la Pharmacie de la Vallée
 Tel : 699 538 906 / 222 234 232
 e-mail : fesade2003@yahoo.fr

AVIS DE RECRUTEMENT

FEMMES- SANTE- DEVELOPPEMENT (FESADE) est une ONG de Droit Camerounais ayant pour mission la promotion de la santé sexuelle et reproductive des membres de la communauté en général, des femmes, des adolescentes/adolescents et jeunes en particulier, afin de les aider à faire face à la complexité des problèmes de développement. Dans le cadre du Projet « Scale up of HIV prevention to contribute to the reduction of HIV related morbidity and mortality by 2020 », financé par le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme NFM2, dont CAMNAFAW est le Principal Récipiendaire de la société civile, FESADE a été retenue comme Sous Récipiendaire en charge de mener les activités du volet ADO-JEUNES dans les Régions du Centre, du Sud et de l'Est.

Pour des raisons de service, FESADE lance un appel à candidatures pour le recrutement aux postes suivants:

Les personnes intéressées sont priées de déposer leur candidature (Une lettre de motivation adressée au Coordinateur Exécutif; Curriculum vitae actualisé; Photocopies des diplômes et documents attestant du niveau le plus élevé; personnes ou structures de référence à contacter) à la Coordination Exécutive de l'ONG FESADE sise au Marché du Mfoundi, Immeuble Complexe Mbog, 1er étage, au-dessus de la Pharmacie de la Vallée Ou transmettre le dossier par voie électronique à l'adresse : fesade2003@yahoo.fr avec pour objet la mention suivante : Titre du poste + Nom du candidat au plus tard le 24 octobre 2018 à 16 heures, délai de rigueur.

NB : Bien vouloir se rapprocher de notre Siège ou nous contacter par courriel pour les détails de description des postes. Les candidatures féminines sont encouragées. Les postes sont positionnés à Yaoundé avec déplacements fréquents dans la zone Centre-Sud-Est

Dr Jean Bosco Elat Nfetam

Les nouvelles infections sont en hausse en milieu jeune et adolescent

Le Secrétaire permanent du Comité national de lutte contre le sida (Cnls) explique la nécessité de la mobilisation sectorielle au sortir de la semestrielle tenue du 9 au 11 octobre à Ebolowa.



Par Adrienne Engono Moussang

Qu'est-ce qui a motivé cette rencontre ?

Selon les résultats de l'enquête Camphia, le nombre de nouvelles infections est en hausse en milieu jeune et adolescent. Nous en avons fait un axe prioritaire de notre intervention. Nous voulons donc harmoniser ces interventions parce que nous nous rendons compte que parfois les mêmes activités sont organisées dans les mêmes zones géographiques ; en plus, beaucoup d'administrations sectorielles n'ont pas élaboré leur plan stratégique. Maintenant que le Vih menace la cible qui concerne ces administrations, nous souhaitons que les ministères de l'Education de base, des Enseignements secondaires, de l'Enseignement supérieur, de la Jeunesse et de l'Education civique, etc. produisent leur plan sectoriel pour une meilleure riposte contre le Vih en milieu jeune et adolescent. Il est important que chacun s'approprie la circulaire du Premier ministre relative à la lutte contre le vih.

Quelle est votre stratégie pour la prise en charge en milieu jeune ?

Les jeunes ont des spécificités. La direction de la Santé familiale a fait recours à des agents communautaires pour la prise en charge des jeunes qui n'ont pas toujours le temps de se rendre dans des formations hospitalières. La prévalence dans la tranche d'âge de 24 à 35 ans est élevée tandis que le taux de nouvelles infections est important



chez les enfants de 10 à 14 ans et ces infections se font par voie sexuelle. Il est question aussi d'éduquer les enfants à des comportements sexuels plus responsables ; leur apprendre l'abstinence quand ils peuvent, l'utilisation

correcte du préservatif et la fidélité à un seul partenaire. Nous voulons sensibiliser sur les facteurs de risque tels que les mariages précoces, les mutilations génitales féminines et promouvoir l'éducation de la jeune fille.

Où se trouve-t-on aujourd'hui avec la Prévention de la transmission de la mère à l'enfant (Ptme) qui, mal pratiquée, peut aussi être la cause des nouvelles infections ?

La Ptme a permis de réduire considérablement les nouvelles infections ; Nous continuons avec la sensibilisation. Aujourd'hui, les 4500 formations hospitalières du pays offrent ce service mais il y a encore des femmes enceintes réticentes peut-être parce qu'elles n'ont pas suffisamment d'informations sur ce service. Le Cameroun a formé des agents communautaires pour accompagner les femmes.

La Cameroun va observer la Journée mondiale de lutte contre le Vih et le sida le 1er décembre prochain. Qu'est-ce qui est prévu au Comité national de lutte contre le sida ?

Il est prévu plusieurs activités pour la sensibilisation de la population sur Vih et le sida. Le mois camerounais du Vih va démarrer bientôt sur le thème ; « Protégeons la jeune fille ». Nous comptons, avec l'aide de tous les acteurs, nous mobiliser pour renverser la tendance. Nous voulons que tout se fasse en synergie avec tous les secteurs.

Assainissement

2,3 milliards de personnes sans service de base

Les nouvelles lignes directrices de l'Oms en vue d'une amélioration des prestations.



Par Guy Martial Tchinda

« Le monde n'atteindra pas le but de la couverture universelle des services d'assainissement dans le cadre duquel chaque personne dans le monde aura accès à des toilettes contenant sans risque des excréta d'ici 2030, sauf si les pays procèdent à des changements politiques globaux et investissent davantage ». Telle est la substance d'un communiqué rendu public le 1er octobre par l'Organisation mondiale de la santé (Oms).

En effet, 2,3 milliards de personnes à travers le monde n'ont pas accès au service d'assainissement de base. La moitié de celles-ci est par conséquent, obligée de déféquer en plein air. Cette proportion de la population mondiale fait partie, selon l'Oms des 4,5 milliards de personnes ne disposant pas de services d'assainissement correctement gérés à savoir des toilettes connectés à un égout.

La situation n'est pas très différente au Cameroun où nombre de fosses septiques sont mal entretenues. Dès lors, plusieurs puisards connectés à celles-ci se déversent un peu de partout lorsqu'ils sont pleins, faute de vidange. Il en est de même pour des égouts qui répandent leur contenu, constitué de déchets humains sur la voie publique quand ils étouffent. Les quartiers Accacias et Cité verte à Yaoundé sont régulièrement témoin de cette situation. De plus, même si les toilettes publiques (dont l'accès est conditionné à 50 ou 100 Fcfa) ne se retrouvent pas partout, certaines personnes isolent le peu



Un égout répandant son contenu sur la voie publique.

qui existe pour se soulager en plein air. A tout ceci, il faut ajouter l'usage accru des toilettes dites traditionnelles aussi bien en ville qu'en campagne, dont l'entretien reste un défi. Toute chose qui expose les populations aux maladies telles que le choléra et les diarrhées.

Face à cet état de choses, l'Oms vient d'élaborer de nouvelles lignes directrices sur l'assainissement et la santé. Selon elle, les interventions doivent permettre aux communautés en-

tières d'avoir accès à des toilettes contenant sans risque des excréta. Il faut par ailleurs que l'assainissement soit intégré dans la planification et la prestation des services dirigés par les autorités locales pour éviter des coûts plus élevés liés à son réaménagement et pour garantir la viabilité. L'Oms recommande également que le secteur de la santé investisse davantage et joue un rôle de coordination dans la planification de l'assainissement afin de protéger la santé publique.

Lycée Bilingue de Kribi

Comment sont gérés les déplacés

Originaire pour la majorité des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ces élèves sont, entre autres, exemptés du paiement des frais exigibles et des frais d'Apee.

 Par Lazare Kingue

Depuis trois ans, le Lycée Bilingue de Kribi accueille chaque année des adolescents issus des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Ces enfants fuient les exactions de leurs localités d'origine. Pour cette année scolaire, le Lycée Bilingue de Kribi en a accueilli plus d'un millier. Le staff administratif dudit lycée, classe d'ailleurs ces élèves dans le registre des «cas anglophones». Ils font d'ailleurs l'objet d'une gestion et d'une attention particulière. «À cause de l'affluence, des élèves issus de ces zones depuis l'année dernière, nous avons fait construire pour cette année scolaire un total de 16 salles de classe où ils reçoivent des cours. Et nous les suivons de façon particulière avec des méthodes pédagogiques intégrantes» renseigne le proviseur Jean Maurice Noah.

Dans la plupart des formations scolaires du chef-lieu du département de l'océan, il existe une catégorie d'élèves dont les conditions sont différentes des autres. Il s'agit des élèves autochtones, pygmées, des albinos, des orphelins, des handicapés et des enfants issus des parents invalides. Ces minorités sont classées au sein des établissements scolaires dans le registre des «cas sociaux». Le Lycée bilingue de Kribi, en dénombre 73 cas. «Nous n'avons pas reçu de cas sociaux albinos ou pygmées. Ceux qui nous ont été présentés cette année sont généralement des orphelins, des handicapés et des enfants dont les parents sont invalides» informe Metou, Censeur. Avant d'ajouter que «ces élèves



Les élèves en salle de classe.

sont exemptés du paiement des frais exigibles et des frais de l'Association des parents d'élèves et enseignants (Apee) à l'exception des frais d'examens qui sont une contrainte pour ceux en classes d'examen».

Pour la plupart au premier cycle de la section francophone, ces inscriptions gratuites au sein de l'établissement, se

font sur présentation d'un dossier transmis sur bordereau par la délégation départementale des affaires sociales pour l'océan. «Nous entretenons tous les dossiers étudiés et envoyés par les affaires sociales. Les éléments principaux sont le certificat médical et le certificat d'invalidité soit de l'élève, soit du parent invalide», explique le censeur.

Etienne Roger Minkoulou

Les sous directeurs sont nos relais sur le terrain

Le Directeur de l'Office du Baccalauréat du Cameroun, revient également sur les multiples dysfonctionnements qui ont émaillés les examens officiels session 2018.

 Par Lazare Kingue

Quel était l'objet de la récente rencontre à Kribi avec les sous-directeurs des examens dans les dix délégations régionales ?

L'objectif de cette concertation était de faire l'état des lieux de la session d'examens de l'Office du Baccalauréat du Cameroun (Obc) de l'année 2018, et préparer la session 2019. Ainsi nous avons évalué le déroulement des différentes phases de la session d'examens 2018. Allant de la phase des inscriptions en passant par la phase écrite et les délibérations.

A quoi sont dus les nombreux dysfonctionnements qui ont été observés lors de la session d'examens officiels écoulée ?

Les dysfonctionnements aux examens sont récurrents. Ils sont les mêmes depuis que les examens existent et que le nombre de candidats augmente. Pour les inscriptions, vous aurez par exemple des omissions de noms ou bien des noms qui sont mal écrits. Pour le déroulement des épreuves, vous aurez des gens qui ne vont pas retrouver leurs noms sur les listes, et pour lesquels il faut trouver une salle spéciale. Pour les délibérations, nous avons des candidats pour lesquels les numéros d'anonymat ont été mal retranscrits et, qui donnent parfois l'impression qu'au niveau de l'office du bac, il y a une cacophonie. Mais c'est



des erreurs qui existent. C'est pour cela que nous interpellons les intervenants aux examens à être plus sérieux. Si on a mal transcrit les noms sur les procès-verbaux, si on a mal édité le numéro d'anonymat, le résultat à la fin ne sera pas attribué au candidat qu'il faut. C'est pour cela que nous nous imposons une vérification systématique pour qu'au-

cune erreur de ce genre ne puisse passer. A l'office du baccalauréat, je l'ai souvent dit, nous sommes un peu comme un château fort. On ne peut pas accepter qu'un enfant qui n'a pas eu la moyenne passe, ou qu'un enfant qui doit passer échoue. C'est pour cela que nous faisons mille vérifications telles que, après la parution des listes dites provisoires, on remet les relevés de notes qui attestent de la réussite et qu'on sorte de cette notion de provisoire.

Quel est dans le processus, le rôle des sous-directeurs régionaux des examens ?

Je voudrais vous dire que c'est la première fois que l'Obc rencontre les sous-directeurs des examens qui sont naturellement nos relais sur le terrain. Ils sont ceux sans qui nous ne pouvons rien faire. Donc nous avons deux regards. Le regard intérieur qui est celui de l'office du baccalauréat par rapport à tout ce qu'il s'est passé. Et le regard de nos relais sur le terrain qui ont aussi une autre façon d'appréhender les choses. Parce que, ceux-là, travaillent sur des extrants. Je prends par exemple le cas des listes. Quand moi je fais ma liste au niveau de l'Obc, je l'envoie par exemple au lycée Djoss, c'est le sous-directeur des examens qui va me parler de la qualité de la liste. Donc quand il y a eu un dysfonctionnement sur un candidat, c'est le sous-directeur qui connaît ce qu'il y a lieu de faire.

Joël Franck Lembe

Dans l'intimité d'une ancienne gloire

En retrait de la scène musicale depuis 16 ans pour des raisons de santé, le musicien devenu malvoyant occupe son temps autrement aujourd'hui.



Par Tatiana Ngnombouowo

Haute tension Beedi. C'est le point de départ du parcours «*de combattant*» qui conduit chez Joël Frank Lembe. La pluie qui s'abat sur la capitale économique ce mercredi, 26 septembre 2018 ne permet pas aux motos de porter leur choix vers la destination du reporter. Une dizaine de minutes pour trouver une moto. Après un quart d'heure à moto, trois collines arpentées, nous arrivons chez cet artiste musicien, au lieu-dit «*Cachette des androïdes*». Le domicile de cette ancienne gloire de la musique des années 80 est très connu. La preuve, il suffit juste de demander à toute personne, le domicile du «*monsieur mal voyant*» dans le coin, pour être orienté chez lui.

Joël Franck Lembe loge à l'étage d'un immeuble R+1. Dès le rez-de-chaussée, une douce mélodie se fait entendre. Visiblement, l'artiste n'a pas oublié ses vieilles habitudes de musicien. Il va arrêter de grincer sa guitare acoustique, dès l'arrivée du visiteur. «*Qui est là ?*», interroge Joël Franck Lembe. Après des présentations, l'auteur de l'album «*Amour et passion*», continu de jouer en l'honneur de son hôte. Des mélodies douces, bercent le reporter dans le séjour de sa maison. Il est 17h 30 minutes. Le sourire sur son visage cache mal sa maladie. Sur la table basse installée au cœur de la pièce principale, des médicaments sont exposés. Une bouteille d'eau minérale est visible en dessous du meuble. Sur son visage, il est facile de voir que ses yeux ont un problème, puisqu'ils ne restent plus dans l'orbite. «*Je suis maintenant mal voyant*», lâche l'artiste. C'est que ce quadragénaire à la corpulence moyenne vêtu d'un T-shirt blanc et d'un pantalon Kaki, souffre de rhinosinusitis. Il s'agit d'une maladie qui se caractérise par l'inflammation des cavités autour des conduits nasaux.

C'est l'une des raisons pour laquelle il a quitté la scène il y a pratiquement 16 ans. «*J'ai arrêté d'être sur la scène*



premièrement parce que je voulais faire un training et des études en musique en général. Je voulais également faire un recyclage en musique», explique-t-il. «*Mais après, je ne pouvais plus continuer quand j'ai commencé à avoir mal en 2011, au point de perdre la vue*», ajoute-il. Sa santé se détériore davantage lorsque, la même année, il est victime d'un Accident vasculaire cérébral (AVC). Loin de perdre espoir de retrouver un jour la vue, l'artiste souhaite se faire opérer des yeux à l'étranger si des âmes de bonne volonté viennent à son secours.

Son quotidien

Juriste en droit constitutionnel et droit privé de formation, celui qui a fait le choix d'une carrière musicale est cependant retourné vers son premier amour, à travers des collaborations avec des juristes étrangers. En plus de faire des tâches ménagères au quotidien puisqu'il vit

seul, le célibataire fait des séances de parapsychologie. Autrement dit, «*j'explique et interprète des rêves des personnes*». Ainsi, le mardi, le mercredi, le vendredi et le samedi, l'artiste se consacre à l'interprétation des rêves de ceux qui le sollicitent. Cela, il le fait gratuitement par téléphone à son domicile. Mais cette activité n'est pas rémunérée parce que, «*c'est un don qui me vient de Dieu depuis ma naissance. Il est interdit de faire de cela une activité rémunératrice*», renseigne le musicien. Néanmoins, il reçoit des présents. Ce qui lui permet de survivre. Ses journées sont également dédiées à louer Dieu, rendre visite aux proches et dispenser des cours de musique dans certains établissements scolaires ; sans oublier qu'il joue souvent dans des cabarets.

Pour la petite histoire c'est depuis l'âge de 7 ans que le sixième enfant de la famille Lembe né un 24 juin s'intéresse à la musique. En effet son père Charles Lembe était musicien. À 8 ans, Joël Franck Lembe a d'abord fabriqué une guitare en bois avec des fils en plastique blanc qui l'accompagnait lorsqu'il exécutait quelques chants religieux. A l'époque, il habitait chez sa tante à Deïdo et cette dernière lors de ses voyages à l'étranger parlait de lui à ses amis artistes notamment Eko Roosevelt. C'est ainsi qu'après plusieurs années, il voyage pour la France où il sort son premier album «*Essimo a Cameroun*» composé avec le défunt Fred Ndoumbè en 1984. Cet album contient sept titres. Le second, intitulé «*amour et passion*» sorti en 1994 quant à lui, compte six titres. Mais tous deux n'ont pas connu un grand succès, excepté son single «*Les hauts et les bas*». Sa dernière sortie jusqu'à ce moment. Bon à savoir, certaines de ses chansons ont également été reprises par Jean Paul Mondo et Bébè Black. Ses musiques s'inscrivent dans le rythme makossa et autres.

Droits d'auteur

Durant sa carrière, il a, comme les autres artistes, été confrontés au paiement des droits d'auteur. «*La valeur de l'artiste est bafouée au Cameroun. Il n'a pas de considération*», dénonce-t-il en se remémorant les temps forts de sa carrière. Notamment ses tournées à l'étranger. «*J'étais au Sénégal au Mali et dans d'autres pays d'Afrique. Vraiment j'ai aimé. La musique est bien organisée et structurée. L'artiste jouit bien du fruit de son travail et cela se ressent dans la façon dont il est voué à son travail*», remarque ce père de deux filles. Néanmoins, il espère que la situation des artistes du Cameroun peut changer avec l'arrivée de la Sonacam. Reste que la question de savoir qui est artiste musicien au Cameroun et qui ne l'est pas demeure. «*Il y a plusieurs sortes de musiques, notamment la musique urbaine que tout le monde veut faire aujourd'hui. Ceux qui la font ne peuvent pas être considérés comme artiste musicien. Puisque ne porte ce nom que celui qui sait au moins jouer à un instrument de musique. Ce que plusieurs ne font pas. Les chansons qu'ils font ne sont pas interprétables*», argue cet originaire du département du Nkam dans la région du Littoral.



Je garde le sourire malgré la maladie.

Cameroun-Malawi

Les Lions éteignent difficilement les Flammes

Les poulains de Clarence Seedorf ont battu les Malawites le 12 octobre dernier sur le score étriqué (1-0) à Yaoundé.

 Par Désiré Domo

Le choix d'Eric Maxim Choupo-Moting comme capitaine des Lions indomptables vendredi dernier pendant la rencontre Cameroun-Malawi a été bien pensé par l'entraîneur du Cameroun, Clarence Seedorf. Puisque, c'est le sociétaire du Paris Saint-Germain (Psg) qui délivre le peuple camerounais, grâce à une somptueuse frappe à la 63e minute de jeu, sur une passe de Jacques Zoa à l'entrée de la surface de réparation. L'unique réalisation de ce face à face comptant pour la 3e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019. Cette victoire permet au technicien hollandais de décrocher son premier succès sur le banc de touche des Lions indomptables, depuis son arrivée en août dernier.

Avant que Choupo-Moting ne sorte ses coéquipiers de leur torpeur à l'heure de jeu dépassée, le public camerounais a assisté pendant plus d'une mi-temps à un spectacle pauvre en occasions. Les Lions étaient en fait incapables de maîtriser la rugueuse équipe du Malawi. Nonobstant une possession de balles largement en faveur du Cameroun (75-25), les champions d'Afrique ne réussissent à cadrer qu'un seul tir sur sept tentatives. La rencontre est marquée par une série d'imprécisions et de maladresses des Camerounais. Période pendant laquelle les protégés de Clarence Seedorf sont incessamment hués par les spectateurs.

De retour de la pause, Clarence Seedorf opte pour un réajustement de son effectif. Il fait entrer Joël Tague, Paul-Georges Ntep-Le néo Lion indomptable- et Faï Collins en lieu et place de Jérôme Onguene-qui était à son premier match avec les Lions- Fabrice Olinga et Jacques Zoa. Coaching payant. Le Cameroun arrache de haute lutte les trois



Cameroun-Malawi. Les Lions célébrant leur but.

points de la partie et conforte son leadership du groupe B avec 07 points devant le Maroc, vainqueur des Comores 1-0 et 2e de la poule avec 06 points.

Toutefois, le match de vendredi dernier n'est que partie remise. Etant donné que les deux sélections s'affrontent à

nouveau demain au Malawi. C'est dans le cadre du match retour de la 3e journée des éliminatoires de la Can 2019. Capitaine et buteur du 12 octobre dernier, Eric Maxim Choupo-Moting sera absent de cette rencontre. L'attaquant du Psg souffre d'une douleur musculaire.

Clarence Seedorf

Nous accordons de l'importance à tous les joueurs

 Par Désiré Domo

Lorsque j'ai pris les rênes de cette équipe, Choupo m'a montré les signes d'un leader. Je pense qu'il s'agit aussi de transmettre cela sur le terrain. Mais l'équipe doit comprendre que nous accordons de l'importance à tous les joueurs. Nous avons une idée de là où nous voulons aller et la direction est déjà donnée. Nous avons bien commencé le match, la difficulté a été de prendre le rythme face à un adversaire qu'on ne connaissait pas beaucoup. La première chose à retenir est que l'équipe a joué sans prendre de risque. Je pense que si on continue de rester aussi concentré, on pourra monter en puissance. Nous avons voulu voir Onguene à ce poste, car il a accepté de venir jouer pour le Cameroun. Donc on sait que l'on ne l'a pas utilisé à son poste où il se sent à l'aise. Mais nous allons lui donner une autre chance. Kunde Malong a été bien, le début n'a pas été paisible pour lui mais il a su monter en puissance et je suis globalement satisfait.



Bilan

Résultats

Groupe B
Résultats 3e journée
Cameroun 1-0 Malawi
Maroc 1-0 Comores

Classement :

1- Cameroun : 7 points
2- Maroc : 6 points
3- Malawi : 3 points
4- Comores : 1 point

4e journée : 16 octobre 2018

Malawi- Cameroun
Comores- Maroc

5e journée : Du 12 au 20 novembre

Comores- Malawi
Maroc- Cameroun

6e journée : Du 18 au 26 mars

Malawi- Maroc
Cameroun- Comores

Payer facilement les frais scolaires



Orange
Money

#150*43#

Réglez la scolarité et les frais d'examens*
de vos enfants à tout moment avec **Orange Money**
Faites le **#150*43#**.

Pour obtenir le code de leur établissement,
faites le **#150*432#**.

 www.orange.cm  www.facebook.com/orangecameroun

 My Orange  My Credit  Orange Cameroun

Vous rapprocher
de l'essentiel

orange